

Convention collective

**IDCC : 9461. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Lot)
(29 février 2016)**

(Étendue par arrêté du 17 mars 2017,
Journal officiel du 4 avril 2017)

AVENANT N° 4 DU 20 JUILLET 2017

NOR : *AGRS1897026M*

IDCC : 9461

Entre :

FDSEA du Lot ;

Syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles du Lot ;

FDCUMA du Lot,

D'une part, et

SNCEA CFE-CGC du Lot ;

FGTA FO du Lot ;

SGA CFDT du Lot ;

CFTC du Lot,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de la convention collective du 29 février 2016 sont modifiées comme suit :

A l'article 1^{er} à la fin du 1^{er} alinéa remplacer : « à l'article L. 722-1-1 » par : « au 1° de l'article L. 722-1 ».

Le 2° alinéa de l'article 19 « Période d'essai » est remplacé par les dispositions de l'article L. 1221-23 du code du travail : « La période d'essai et la possibilité de la renouveler ne se présument pas. Elles sont expressément stipulées dans la lettre d'engagement ou le contrat de travail ».

Le huitième alinéa de l'article 19 est remplacé par les dispositions des articles L. 1221-25 et L. 1221-26 du code du travail.

Article L. 1221-25 : « Lorsqu'il est mis fin, par l'employeur, au contrat en cours ou au terme de la période d'essai définie aux articles L. 1221-19 à L. 1221-24 ou à l'article L. 1242-10 pour les contrats stipulant une période d'essai d'au moins 1 semaine, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

1° Vingt-quatre heures en deçà de 8 jours de présence ;

2° Quarante-huit heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;

3° Deux semaines après 1 mois de présence ;

4° Un mois après 3 mois de présence.

La période d'essai, renouvellement inclus, ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance.

Lorsque le délai de prévenance n'a pas été respecté, son inexécution ouvre droit pour le salarié, sauf s'il a commis une faute grave, à une indemnité compensatrice. Cette indemnité est égale au montant des salaires et avantages que le salarié aurait perçus s'il avait accompli son travail jusqu'à l'expiration du délai de prévenance, indemnité compensatrice de congés payés comprise. »

Article L. 1221-26 : « Lorsqu'il est mis fin à la période d'essai par le salarié, celui-ci respecte un délai de prévenance de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours ».

Au 4^e alinéa de l'article 21 remplacer à la 1^{re} ligne la référence aux articles L. 3142-71 et L. 3142-73 du code du travail qui concernent désormais le congé de solidarité internationale par celle aux articles L. 3142-95 et L. 3242-97.

L'intitulé de l'article 24 est remplacé par : « Salaire horaire ».

Le 2^e alinéa relatif aux 2 valeurs de point est ainsi modifié par : « Le salaire horaire appliqué aux salariés classés au 1^{er} échelon du niveau 1 "Emplois non spécialisés" de la classification des emplois à l'article 23 de la convention collective est aligné sur le taux du Smic en vigueur ».

Le 3^e alinéa est modifié par : « Les autres taux horaires applicables aux salariés visés à l'article 23 sont fixés par l'annexe II à la présente convention. Ils seront revus par la commission mixte réunie... (le reste de l'alinéa sans changement) ».

Le 4^e alinéa est modifié ainsi : « la commission mixte se réunira deux fois par an » « pour réexaminer ces taux horaires ».

À l'article 27 relatif au salaire des jeunes salariés, remplacer le dernier alinéa par : « leurs conditions d'emploi devront respecter les limitations et interdictions prévues à l'article L. 715-1 du code rural ».

Au dernier alinéa de l'article 34, ajouter : « Toutefois le temps consacré par le chauffeur délégué par l'employeur pour assurer le transport des autres salariés est considéré comme du temps de travail effectif entrant en compte dans le calcul des heures supplémentaires ».

Au premier alinéa de l'article 37, remplacer la référence à l'article L. 3122-29 du code du travail par celle à l'article L. 3122-2 : « Tout travail effectué au cours d'une période d'au moins 9 heures consécutives comprenant l'intervalle entre minuit et 5 heures est considéré comme du travail de nuit. La période de travail de nuit commence au plus tôt à 21 heures et s'achève au plus tard à 7 heures ».

Revoir la rédaction de la troisième phrase de l'article 40 pour distinguer, d'une part, les absences à la demande du salarié dont les heures perdues peuvent être récupérées après entente avec l'employeur ou qui entraînent une perte de salaire et, d'autre part, les heures perdues par suite d'une interruption collective du travail qui ne peuvent être récupérées que si elles résultent :

1° De causes accidentelles, d'intempéries ou en cas de force majeure ;

2° D'inventaire ;

3° Du chômage d'un jour ou de deux jours ouvrables compris entre un jour férié et un jour de repos hebdomadaire ou d'un jour précédant les congés annuels.

À l'article 50, remplacer le dernier alinéa par le texte de l'article L. 3121-4 du code du travail : « Le temps de déplacement professionnel pour se rendre sur le lieu d'exécution du contrat de travail n'est pas un temps de travail effectif.

Toutefois, s'il dépasse le temps normal de trajet entre le domicile et le lieu habituel de travail, il fait l'objet d'une contrepartie soit sous forme de repos, soit sous forme financière. La part de ce temps de déplacement professionnel coïncidant avec l'horaire de travail n'entraîne aucune perte de salaire ».

Remplacer le nombre de jours indiqués aux 4^e et 5^e alinéas de l'article 53 par ceux mentionnés aux 4^e et le 5^e de l'article L. 3142-4 du code du travail et ajouter ceux prévus au 6^e du même article.

À l'article 6 de l'annexe 1, remplacer aux 3^e et 4^e alinéas « six mois » et un « an » par « 4 mois » dans un seul alinéa pour les cadres sans distinguer le niveau.

À l'article 9 de l'annexe 1, insérer au début le contenu de l'article L. 1226-9 du code du travail puis supprimer à la 1^{re} phrase : « au-delà des périodes ci-dessus » ainsi que la 2^e phrase du 2^e alinéa sur la priorité d'embauchage et le 3^e alinéa relatif au caractère provisoire de son emploi.

Article 2

Les parties contractantes demandent l'extension du présent avenant dont les dispositions prendront effet à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Fait à Cahors, le 20 juillet 2017.

(Suivent les signatures.)